

faire adopter la résolution, résolution qui, à vrai dire, était bien plus radicale que ce que nous proposons cet après-midi.

Lors des élections provinciales de 1933, feu le sénateur McGeer avait fait paraître une brochure intitulée «*The Conquest of Poverty Through the Reform of the Banking System*», que l'on distribuait partout en Colombie-Britannique. Cette publication recommandait la réforme du système bancaire et elle exprimait là-dessus les vues adoptées par les libéraux de l'époque. Monsieur le président, c'est une histoire qu'on a racontée à satiété ici, lors d'autres législatures et dans les assemblées législatives. Le président Lincoln, au cours d'une de ses campagnes électorales, avait admis que les gouvernements étaient contrôlés par ceux qui détiennent le droit d'émettre l'argent. Voici ce qu'a dit un jour Thomas Jefferson, premier secrétaire d'État des États-Unis:

J'ai été la dupe... du secrétaire au Trésor (Hamilton) qui s'est servi de moi pour promouvoir ses programmes que je ne comprenais pas assez alors... On devrait retirer aux banques le pouvoir d'émettre l'argent et le rendre au gouvernement à qui il appartient de droit.

Voilà ce que nous prétendons cet après-midi. Je me rappelle que l'ancien premier ministre de la Grande-Bretagne, M. Gladstone, admettait aussi ce fait. Je me souviens que lors d'une de ses interventions en cette Chambre, M. Woodsworth avait dit, le 22 février 1934, comme en fait foi le page 831 du *hansard* de ce jour-là:

A mon sens, la finance exerce aujourd'hui au pays presque un pouvoir suprême. Je n'exagère pas en disant que dans la pratique il est supérieur à celui du gouvernement. Au cours des dernières années, quelques-uns d'entre nous ont été presque estomaqués d'apprendre que l'armée et la clique militaire au Japon n'ont jamais été soumis à la maîtrise du parlement japonais. Eh bien, au Canada, la puissance financière n'a pas été soumise à la maîtrise du Parlement. J'ai noté que, même du temps de Gladstone, on commençait à remarquer la puissance énorme des banques.

Dans la biographie de Gladstone par Morley, je relève la déclaration suivante de M. Gladstone:

«*Dès mon entrée en fonctions comme chancelier de l'Échiquier, j'ai commencé à apprendre que l'État occupait en face de la banque et de la cité une position essentiellement fautive quant à la finance. Toute la situation se résumait à ceci, le gouvernement ne devait pas être une puissance indépendante dans les affaires financières, mais devait reconnaître une suprématie incontestée aux puissances d'argent. Dans les circonstances, il me répugnait d'acquiescer à ces exigences et j'ai commencé à lutter contre elles par une revendication des droits financiers de l'État dès le début... J'ai été en butte à l'opposition tenace du gouverneur et du gouverneur adjoint de la Banque...*»

● (5.00 p.m.)

Il s'agissait de la Banque d'Angleterre.

«...et j'ai eu la cité pour adversaire dans presque toutes les occasions.»

[M. Herridge.]

M. Woodsworth ajoutait ceci à la page suivante:

J'estime que, à moins qu'un organisme quelconque, soit la nouvelle banque...

C'est-à-dire la Banque du Canada.

...soit le gouvernement, n'exerce lui-même ce que l'on appelle ici l'autorité souveraine, nous n'obtiendrons pas le plein contrôle sur le crédit, pas plus que nous ne serons en mesure de contrôler le niveau du prix. Or, pour moi, ce sont là les deux choses qui nous aideraient le plus sensiblement à donner une solution aux problèmes de l'heure.

Ensuite, pendant de nombreuses années, le regretté William Irving a fait des discours à la Chambre, laissant clairement entendre que le contrôle international du régime bancaire du monde était en grande partie entre les mains des banques européennes et américaines. Le 27 juin, 1938, comme en fait foi la page 4367, volume 4, du *hansard*, M. M. J. Coldwell a fait quelques remarques dans le cours d'une discussion d'un bill destiné à modifier la loi sur la Banque du Canada. Le compte rendu laisse entendre que, pendant de nombreuses années, à en croire les discours de M. Woodsworth et d'autres membres progressistes à la Chambre, ce parti s'était fait l'avocat de la politique défendue cet après-midi. Voici ce que disait M. Coldwell:

La mesure peut revêtir une grande importance pratique. Tout dépendra de la façon dont fonctionnera la nouvelle Banque du Canada et jusqu'à quel point elle deviendra l'instrument de la politique publique. J'aime à croire qu'à l'instar des pays où, comme en Suède et en Nouvelle-Zélande, et dans maints autres, la banque centrale est possédée et régie par l'État, la Banque du Canada jouera chez nous un rôle de premier plan pour prévenir les «booms», à la veille d'un regain d'activité, et la déflation pendant les heures de régression. Je crois qu'une banque centrale, si elle est possédée et exploitée convenablement, pourrait beaucoup dans ce sens.

Pendant le discours de M. Coldwell, M. R. Reid, député libéral de New Westminster à l'époque, a déclaré appuyer ce principe. C'était au temps où le parti libéral de la Colombie-Britannique était tout feu tout flamme pour la nationalisation des banques. M. Coldwell a poursuivi en laissant entendre que le groupe progressiste de la Chambre réclamait depuis 1924 la création d'une banque centrale nationale dont une des fonctions serait l'émission de l'argent.

Je constate en outre que le 13 mars 1944, alors qu'il avait la parole à la Chambre, le député actuel de Winnipeg-Nord-Centre a soutenu le même principe. Il parlait de l'équipement social qui s'imposerait à la fin de la guerre que réaliser divers projets de construction d'intérêt public conçus par le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les municipalités. Voici ce qu'il a dit:

Tout d'abord, le bill n'accorde pas à la Banque d'expansion industrielle...